



ORDER PAPER
AND
NOTICE PAPER

FEUILLETON
ET
FEUILLETON DES PRÉAVIS

N° 289

Wednesday, May 15, 2019

Le mercredi 15 mai 2019

Hour of meeting
2 p.m.

Heure de la séance
14 heures

For further information, contact the
Journals Office – (613) 992-2914 or (613) 992-0885

S'adresser au Bureau des Journaux pour toute demande
de renseignements – (613) 992-0885 ou (613) 992-2914

Order of Business

(The following is an outline of a typical sitting day in the Senate. Variations are possible subject to the Rules and to the decisions of the Senate.)

Senators' Statements (15 minutes)

ROUTINE PROCEEDINGS (30 minutes)

1. Tabling of Documents
2. Presenting or Tabling Reports from Committees
3. Government Notices of Motions
4. Government Notices of Inquiries
5. Introduction and First Reading of Government Bills
6. Introduction and First Reading of Senate Public Bills
7. First Reading of Commons Public Bills
8. Reading of Petitions for Private Bills
9. Introduction and First Reading of Private Bills
10. Tabling of Reports from Interparliamentary Delegations
11. Notices of Motions
12. Notices of Inquiries
13. Tabling of Petitions

Question Period (30 minutes)

Delayed Answers

ORDERS OF THE DAY

Government Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Bills — Third Reading
- Bills — Reports of Committees
- Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

Other Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Senate Public Bills — Third Reading
- Commons Public Bills — Third Reading
- Private Bills — Third Reading
- Senate Public Bills — Reports of Committees
- Commons Public Bills — Reports of Committees
- Private Bills — Reports of Committees
- Senate Public Bills — Second Reading
- Commons Public Bills — Second Reading
- Private Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

NOTICE PAPER

- Notices of Motions
- Notices of Inquiries

Ordre des travaux

(Voici un aperçu d'une séance typique du Sénat. Des variantes sont possibles, sous réserve de l'application du Règlement et des décisions du Sénat.)

Déclarations de sénateurs (15 minutes)

AFFAIRES COURANTES (30 minutes)

1. Dépôt de documents
2. Présentation ou dépôt de rapports de comités
3. Préavis de motions du gouvernement
4. Préavis d'interpellations du gouvernement
5. Dépôt et première lecture de projets de loi du gouvernement
6. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt public du Sénat
7. Première lecture de projets de loi d'intérêt public des Communes
8. Lecture de pétitions pour des projets de loi d'intérêt privé
9. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt privé
10. Dépôt de rapports de délégations interparlementaires
11. Préavis de motions
12. Préavis d'interpellations
13. Dépôt de pétitions

Période des questions (30 minutes)

Réponses différées

ORDRE DU JOUR

Affaires du gouvernement

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi — Troisième lecture
- Projets de loi — Rapports de comités
- Projets de loi — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

Autres affaires

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt privé — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

FEUILLETON DES PRÉAVIS

- Préavis de motions
- Préavis d'interpellations

ORDERS OF THE DAY

ORDRE DU JOUR

GOVERNMENT BUSINESS

AFFAIRES DU GOUVERNEMENT

Bills – Messages from the House of Commons

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes

May 14, 2019—Consideration of the message from the House of Commons concerning Bill C-55, An Act to amend the Oceans Act and the Canada Petroleum Resources Act:

Le 14 mai 2019—Étude du message de la Chambre des communes concernant projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi fédérale sur les hydrocarbures :

Monday, May 13, 2019

Le lundi 13 mai 2019

ORDERED,—That a Message be sent to the Senate to acquaint their Honours that, in relation to Bill C-55, An Act to amend the Oceans Act and the Canada Petroleum Resources Act, the House proposes that amendment 1 be amended by replacing the text of the amendment with the following text:

Il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer leurs Honneurs que, en ce qui concerne le projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Chambre propose que l'amendement 1 soit modifié en remplaçant le texte de l'amendement par le texte suivant :

“(4) If an order is made under subsection (2), the Minister shall publish, in any manner that the Minister considers appropriate, a report

« (4) S'il prend un arrêté au titre du paragraphe (2), le ministre publie, de toute façon qu'il estime indiquée, un rapport :

- (a) indicating the area of the sea designated in the order;
- (b) summarizing the consultations undertaken prior to making the order; and
- (c) summarizing the information that the Minister considered when making the order, which may include environmental, social, cultural or economic information.”.

- a) précisant l'espace maritime désigné par l'arrêté;
- b) résumant les consultations menées avant la prise de l'arrêté;
- c) résumant les renseignements, qui peuvent notamment être de nature environnementale, sociale, culturelle ou économique, dont il a tenu compte pour la prise de l'arrêté. ».

Bills – Third Reading

Projets de loi – Troisième lecture

No. 1.

May 8, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Wetston, for the third reading of Bill C-71, An Act to amend certain Acts and Regulations in relation to firearms.

N° 1.

Le 8 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Pratte, appuyée par l'honorable sénateur Wetston, tendant à la troisième lecture du projet de loi C-71, Loi modifiant certaines lois et un règlement relatifs aux armes à feu.

**STANDING VOTE DEFERRED TO 5:30 P.M.,
PURSUANT TO RULE 9-10(2) AND THE BELLS
TO SOUND AT 5:15 P.M. FOR FIFTEEN MINUTES
(Rule 9-6)**

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Richards, seconded by the Honourable Senator Seidman:

That Bill C-71 be not now read a third time, but that it be amended in clause 4, on page 7, by adding the following after line 31:

“(2.4) An individual who holds a licence authorizing the individual to possess restricted firearms or handguns referred to in subsection 12(6.1) must, if the licence is renewed, be authorized to transport them within the individual’s province of residence

(a) to and from any place a peace officer, firearms officer or chief firearms officer is located, for registration, verification or disposal in accordance with this Act or Part III of the *Criminal Code*;

(b) to and from a business that holds a licence authorizing it to repair or appraise prohibited firearms or restricted firearms;

(c) to and from a gun show; and

(d) to a port of exit in order to take them outside Canada, and from a port of entry.”.

**VOTE PAR APPEL NOMINAL REPORTÉ À
17 H 30, CONFORMÉMENT À
L’ARTICLE 9-10(2) DU RÈGLEMENT ET LA
SONNERIE POUR LA CONVOCATION DES
SÉNATEURS SE FERA ENTENDRE À 17 H 15
PENDANT QUINZE MINUTES (article 9-6 du
Règlement)**

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Richards, appuyée par l’honorable sénatrice Seidman,

Que le projet de loi C-71 ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié, à l’article 4, à la page 7, par adjonction, après la ligne 30, de ce qui suit :

« (2.4) Le particulier titulaire d’un permis de possession d’armes à feu à autorisation restreinte ou d’armes de poing visées au paragraphe 12(6.1) doit, si son permis est renouvelé, être autorisé, dans sa province de résidence, à les transporter :

a) vers tout lieu où se trouve un agent de la paix, un préposé aux armes à feu ou un contrôleur des armes à feu pour enregistrement, vérification ou disposition en conformité avec la présente loi ou la partie III du *Code criminel*, et à partir de celui-ci;

b) vers une entreprise titulaire d’un permis l’autorisant à réparer et à évaluer les armes à feu prohibées ou les armes à feu à autorisation restreinte, et à partir de celle-ci;

c) vers une exposition d’armes à feu, et à partir de celle-ci;

d) vers un port de sortie afin de les emporter à l’extérieur du Canada, et à partir d’un port d’entrée. ».

Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi – Rapports de comités

Aucun

Bills – Second Reading

No. 1.

May 9, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Coyle, seconded by the Honourable Senator Gagné, for the second reading of Bill C-82, An Act to implement a multilateral convention to implement tax treaty related measures to prevent base erosion and profit shifting.

Projets de loi – Deuxième lecture

N° 1.

Le 9 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Coyle, appuyée par l’honorable sénatrice Gagné, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-82, Loi mettant en œuvre une convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l’érosion de la base d’imposition et le transfert de bénéfices.

No. 2.

May 9, 2019—Second reading of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code (bestiality and animal fighting).

No. 3.

May 9, 2019—Second reading of Bill C-91, An Act respecting Indigenous languages.

N° 2.

Le 9 mai 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-84, Loi modifiant le Code criminel (bestialité et combats d'animaux).

N° 3.

Le 9 mai 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-91, Loi concernant les langues autochtones.

Reports of Committees – Other**No. 22.**

November 27, 2018—Consideration of the twenty-eighth report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 27, 2018.

No. 23.

November 27, 2018—Consideration of the twentieth report of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 27, 2018.

No. 24.

November 29, 2018—Consideration of the thirtieth report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 29, 2018.

No. 25.

February 20, 2019—Resuming debate on the consideration of the eighteenth report of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 29, 2018.

No. 26.

December 3, 2018—Consideration of the fourteenth report of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 3, 2018.

Rapports de comités – Autres**N° 22.**

Le 27 novembre 2018—Étude du vingt-huitième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 27 novembre 2018.

N° 23.

Le 27 novembre 2018—Étude du vingtième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 27 novembre 2018.

N° 24.

Le 29 novembre 2018—Étude du trentième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 29 novembre 2018.

N° 25.

Le 20 février 2019—Reprise du débat sur l'étude du dix-huitième rapport du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 29 novembre 2018.

N° 26.

Le 3 décembre 2018—Étude du quatorzième rapport du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 3 décembre 2018.

No. 27.

December 4, 2018—Consideration of the twenty-sixth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 4, 2018.

No. 28.

December 4, 2018—Consideration of the fourteenth report of the Standing Senate Committee on Transport and Communications (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 4, 2018.

No. 33.

April 30, 2019—Consideration of the sixteenth report of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples (*Subject matter of Bill C-91, An Act respecting Indigenous languages*), tabled in the Senate on April 30, 2019.

No. 34.

May 13, 2019—Consideration of the seventeenth report of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples (*Subject matter of Bill C-92, An Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families*), tabled in the Senate on May 13, 2019.

Motions**No. 1.**

December 8, 2015—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy:

That the following Address be presented to His Excellency the Governor General of Canada:

To His Excellency the Right Honourable David Johnston, Chancellor and Principal Companion of the Order of Canada, Chancellor and Commander of the Order of Military Merit, Chancellor and Commander of the Order of Merit of the Police Forces, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

MAY IT PLEASE YOUR EXCELLENCY:

We, Her Majesty's most loyal and dutiful subjects, the Senate of Canada in Parliament assembled, beg leave to offer our humble thanks to Your Excellency for the gracious Speech which Your Excellency has addressed to both Houses of Parliament.

N° 27.

Le 4 décembre 2018—Étude du vingt-sixième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 4 décembre 2018.

N° 28.

Le 4 décembre 2018—Étude du quatorzième rapport du Comité sénatorial permanent des transports et des communications (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 4 décembre 2018.

N° 33.

Le 30 avril 2019—Étude du seizième rapport du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones (*Teneur du projet de loi C-91, Loi concernant les langues autochtones*), déposé au Sénat le 30 avril 2019.

N° 34.

Le 13 mai 2019—Étude du dix-septième rapport du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones (*Teneur du projet de loi C-92, Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*), déposé au Sénat le 13 mai 2019.

Motions**N° 1.**

Le 8 décembre 2015—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy,

Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada :

À Son Excellence le très honorable David Johnston, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite militaire, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite des corps policiers, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

No. 246.**By the Honourable Senator Bellemare:**

February 20, 2019—That, for the remainder of the current session, without affecting any authority separately granted to a committee to meet while the Senate is sitting, committees scheduled to meet be authorized to do so for the purpose of considering Government Business, even if the Senate is then sitting, with the application of rule 12-18(1) being suspended in relation thereto.

Inquiries**No. 4.****By the Honourable Senator Harder, P.C.:**

March 21, 2019—That he will call the attention of the Senate to the budget entitled *Investing in the Middle Class*, tabled in the House of Commons on March 19, 2019, by the Minister of Finance, the Honourable Bill Morneau, P.C., M.P., and in the Senate on March 20, 2019.

Other

Nil

N° 246.**Par l'honorable sénatrice Bellemare :**

Le 20 février 2019—Que, pour le reste de la présente session, sans que cela ait une incidence sur toute autorité séparément accordée à un comité à se réunir pendant que le Sénat siège, les comités devant siéger soient autorisés à le faire afin d'étudier des affaires du gouvernement, même si le Sénat siège à ce moment-là, l'application de l'article 12-18(1) du Règlement étant suspendue à cet égard.

Interpellations**N° 4.****Par l'honorable sénateur Harder, C.P. :**

Le 21 mars 2019—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le budget intitulé *Investir dans la classe moyenne*, déposé à la Chambre des communes le 19 mars 2019 par le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, C.P., député, et au Sénat le 20 mars 2019.

Autres affaires

Aucune

OTHER BUSINESS

Rule 4-15(2) states:

Except as otherwise ordered by the Senate, any item of Other Business on the Order Paper and any motion or inquiry on the Notice Paper that have not been proceeded with during 15 sitting days shall be dropped from the Order Paper and Notice Paper.

Consequently, the number appearing in parentheses indicates the number of sittings since the item was last proceeded with.

Bills – Messages from the House of Commons

No. 1. (three)

October 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Seidman, seconded by the Honourable Senator Boisvenu:

That the Senate agree to the amendments made by the House of Commons to Bill S-228, An Act to amend the Food and Drugs Act (prohibiting food and beverage marketing directed at children); and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house accordingly.—(*Honourable Senator Wallin*)

No. 2.

May 14, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ataullahjan, seconded by the Honourable Senator Plett:

That the Senate agree to the amendments made by the House of Commons to Bill S-240, An Act to amend the Criminal Code and the Immigration and Refugee Protection Act (trafficking in human organs); and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that House accordingly.—(*Honourable Senator Mégie*)

Senate Public Bills – Third Reading

No. 1. (seven)

March 28, 2017—Third reading of Bill S-213, An Act to amend the Constitution Act, 1867 and the Parliament of Canada Act (Speakership of the Senate).—(*Honourable Senator Mercer*)

AUTRES AFFAIRES

L'article 4-15(2) du Règlement stipule :

Sauf décision contraire du Sénat, sont supprimées les affaires, autres que celles du gouvernement, figurant au Feuilleton et les motions ou interpellations au Feuilleton des préavis qui n'ont pas été discutées depuis 15 jours de séance.

En conséquence, le numéro qui apparaît entre parenthèses indique le nombre de séances depuis que cet article a été discuté.

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes

N° 1. (trois)

Le 18 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Seidman, appuyée par l'honorable sénateur Boisvenu,

Que le Sénat agrée aux amendements de la Chambre des communes au projet de loi S-228, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants);

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.—(*L'honorable sénatrice Wallin*)

N° 2.

Le 14 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ataullahjan, appuyée par l'honorable sénateur Plett,

Que le Sénat agrée aux amendements de la Chambre des communes au projet de loi S-240, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (trafic d'organes humains);

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.—(*L'honorable sénatrice Mégie*)

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Troisième lecture

N° 1. (sept)

Le 28 mars 2017—Troisième lecture du projet de loi S-213, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada (présidence du Sénat).—(*L'honorable sénateur Mercer*)

No. 2. (twelve)

May 8, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Moncion, for the third reading of Bill S-237, An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate), as amended.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Cools, seconded by the Honourable Senator Bovey:

That Bill S-237, as amended, be not now read a third time, but that it be further amended in clause 1, on page 1, by replacing line 15 (as replaced by decision of the Senate on April 19, 2018) with the following:

“plus thirty-five per cent on the credit advanced under an”.
—(*Honourable Senator Hartling*)

N° 2. (douze)

Le 8 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l’honorable sénatrice Moncion, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d’intérêt criminel), tel que modifié.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Cools, appuyée par l’honorable sénatrice Bovey,

Que le projet de loi S-237, tel que modifié, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié à l’article 1, à la page 1, par substitution, à la ligne 14 (telle que remplacée par décision du Sénat le 19 avril 2018), de ce qui suit :

« Canada majoré de trente-cinq pour cent si le capital prêté ou ».—(*L’honorable sénatrice Hartling*)

Commons Public Bills – Third Reading**No. 1.** (five)

February 21, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mégie, seconded by the Honourable Senator Dasko, for the third reading of Bill C-243, An Act respecting the development of a national maternity assistance program strategy.
—(*Honourable Senator Housakos*)

Projets de loi d’intérêt public des Communes – Troisième lecture**N° 1.** (cinq)

Le 21 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Mégie, appuyée par l’honorable sénatrice Dasko, tendant à la troisième lecture du projet de loi C-243, Loi visant l’élaboration d’une stratégie relative au programme national d’aide à la maternité.—(*L’honorable sénateur Housakos*)

Private Bills – Third Reading**No. 1.** (twelve)

December 11, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mercer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the third reading of Bill S-1002, An Act respecting Girl Guides of Canada.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Dalphond, seconded by the Honourable Senator Dupuis:

That Bill S-1002 be not now read a third time, but that it be amended on page 8 by adding the following after line 17:

“**16.1 (1)** Directors of the Corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the Corporation for all debts not exceeding six months’ wages payable to each employee for services performed for the Corporation while they are directors.

(2) A director is not liable under subsection (1) unless

Projets de loi d’intérêt privé – Troisième lecture**N° 1.** (douze)

Le 11 décembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Mercer, appuyée par l’honorable sénatrice Cordy, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-1002, Loi concernant Guides du Canada.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Dalphond, appuyée par l’honorable sénatrice Dupuis,

Que le projet de loi S-1002, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié, à la page 8, par adjonction, après la ligne 16, de ce qui suit :

« **16.1 (1)** Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de l’association, des dettes liées aux services que ceux-ci exécutent pour le compte de cette dernière pendant qu’ils exercent leur mandat, et ce jusqu’à concurrence de six mois de salaire.

(2) La responsabilité des administrateurs n’est engagée aux termes du paragraphe (1) que dans l’un ou l’autre des cas suivants :

(a) the Corporation has been sued for the debt within six months after it has become due and execution has been returned unsatisfied in whole or in part;

(b) the Corporation has commenced liquidation and dissolution proceedings or has been dissolved and a claim for the debt has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the liquidation and dissolution proceedings and the date of dissolution; or

(c) the Corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the Bankruptcy and Insolvency Act and a claim for the debt has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(4) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.

(5) A director who pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings is subrogated to any priority that the employee would have been entitled to and, if a judgment has been obtained, the director is

(a) in Quebec, subrogated to the employee's rights as declared in the judgment; and

(b) elsewhere in Canada, entitled to an assignment of the judgment.

(6) A director who has satisfied a claim under this section is entitled to recover from the other directors who were liable for the claim their respective shares.—(*Honourable Senator Mercer*)

a) l'exécution n'a pu satisfaire au montant accordé par jugement, à la suite d'une action en recouvrement de la créance intentée contre l'association dans les six mois suivant l'échéance;

b) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant la date du début des procédures de liquidation et de dissolution de l'association ou, si elle lui est antérieure, la date de sa dissolution;

c) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant une cession de biens ou une ordonnance de mise sous séquestre frappant l'association en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

(3) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du présent article que si l'action est intentée durant leur mandat ou dans les deux ans suivant la fin de celui-ci.

(4) Les administrateurs ne sont tenus que des sommes restant à recouvrer après l'exécution visée à l'alinéa (2)a).

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1) dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé dans les droits de priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, si un jugement a été rendu :

a) au Québec, est subrogé dans les droits constatés par celui-ci;

b) ailleurs au Canada, a le droit d'en exiger la cession.

(6) L'administrateur qui acquitte une créance en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui étaient également responsables. ».—(*L'honorable sénateur Mercer*)

Senate Public Bills – Reports of Committees

No. 1. (one)

May 9, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Petitclerc, seconded by the Honourable Senator Day, for the adoption of the thirty-third report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology (*Bill S-252, Voluntary Blood Donations Act (An Act to amend the Blood Regulations), with a recommendation*), presented in the Senate on April 9, 2019.—(*Honourable Senator Wallin*)

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Rapports de comités

N° 1. (un)

Le 9 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Petitclerc, appuyée par l'honorable sénateur Day, tendant à l'adoption du trente-troisième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (*Projet de loi S-252, Loi sur les dons de sang volontaires (Loi modifiant le Règlement sur le sang), avec une recommandation*), présenté au Sénat le 9 avril 2019.—(*L'honorable sénatrice Wallin*)

Commons Public Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt public des Communes –
Rapports de comités**

Aucun

Private Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt privé –
Rapports de comités**

Aucun

Senate Public Bills – Second Reading**No. 1.** (nine)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Enverga, for the second reading of Bill S-221, An Act to amend the Constitution Act, 1867 (Property qualifications of Senators).—(*Honourable Senator Plett*)

No. 2.

May 29, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Wetston, seconded by the Honourable Senator Marwah, for the second reading of Bill S-250, An Act to amend the Criminal Code (interception of private communications).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 3. (three)

September 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Richards, for the second reading of Bill S-253, An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and other Acts and Regulations (pension plans).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 4. (nine)

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc, for the second reading of Bill S-254, An Act to establish Promotion of Essential Skills Learning Week.—(*Honourable Senator Mégie*)

**Projets de loi d'intérêt public du Sénat –
Deuxième lecture****N° 1.** (neuf)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Enverga, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-221, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (qualifications des sénateurs en matière de propriété).—(*L'honorable sénateur Plett*)

N° 2.

Le 29 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Wetston, appuyée par l'honorable sénateur Marwah, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-250, Loi modifiant le Code criminel (interception de communications privées).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 3. (trois)

Le 25 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Richards, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-253, Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, d'autres lois et un règlement (régimes de pension).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 4. (neuf)

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénatrice Petitclerc, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-254, Loi instituant la Semaine de promotion de l'apprentissage des compétences essentielles.—(*L'honorable sénatrice Mégie*)

No. 5. (eleven)

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bernard, seconded by the Honourable Senator Forest, for the second reading of Bill S-255, An Act proclaiming Emancipation Day.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 6. (nine)

November 27, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the second reading of Bill S-256, An Act respecting the development of a national framework for essential workforce skills.—(*Honourable Senator Mégie*)

No. 7. (five)

April 10, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ngo, seconded by the Honourable Senator Stewart Olsen, for the second reading of Bill S-257, An Act to amend the Investment Canada Act (mandatory national security review of investments by foreign state-owned enterprises).—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 8. (nine)

March 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Mégie, for the second reading of Bill S-258, An Act to amend the Criminal Records Act and to make consequential amendments to other Acts.—(*Honourable Senator Cormier*)

No. 9. (one)

April 9, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Omidvar, seconded by the Honourable Senator Gold, for the second reading of Bill S-259, An Act respecting the repurposing of certain seized, frozen or sequestered assets.—(*Honourable Senator Wells*)

No. 10. (two)

May 7, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Joyal, P.C., seconded by the Honourable Senator Day, for the second reading of Bill S-260, An Act to amend the Criminal Code (Conversion Therapy).—(*Honourable Senator Cormier*)

No. 11. (one)

May 9, 2019—Second reading of Bill S-261, An Act to provide a framework for the lifting of sanctions against Iran through the establishment of benchmarks relating to Iranian behaviour in respect of terrorism, human rights violations and incitement to hatred and to establish measures to hold Iran to

N° 5. (onze)

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bernard, appuyée par l'honorable sénateur Forest, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-255, Loi proclamant le Jour de l'émancipation.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 6. (neuf)

Le 27 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-256, Loi concernant l'élaboration d'un cadre de référence national sur les compétences essentielles de la main-d'œuvre.—(*L'honorable sénatrice Mégie*)

N° 7. (cinq)

Le 10 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Ngo, appuyée par l'honorable sénatrice Stewart Olsen, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-257, Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada (examen obligatoire relatif à la sécurité nationale des investissements par des entreprises d'État étrangères).—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 8. (neuf)

Le 19 mars 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Pate, appuyée par l'honorable sénatrice Mégie, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-258, Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence.—(*L'honorable sénateur Cormier*)

N° 9. (un)

Le 9 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Omidvar, appuyée par l'honorable sénateur Gold, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-259, Loi sur la réaffectation de certains biens saisis, bloqués ou mis sous séquestre.—(*L'honorable sénateur Wells*)

N° 10. (deux)

Le 7 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Joyal, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Day, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-260, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion).—(*L'honorable sénateur Cormier*)

N° 11. (un)

Le 9 mai 2019—Deuxième lecture du projet de loi S-261, Loi visant à encadrer la levée des sanctions contre l'Iran grâce à l'établissement de critères axés sur le comportement de l'Iran concernant le terrorisme, les violations des droits de la personne et l'incitation à la haine et à établir des mesures pour tenir l'Iran

account for the continuation of any misconduct.—(*Honourable Senator Tkachuk*)

responsable de la poursuite de toute inconduite.—(*L'honorable sénateur Tkachuk*)

Commons Public Bills – Second Reading

No. 1. (two)

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-262, An Act to ensure that the laws of Canada are in harmony with the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 2. (three)

April 30, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mercer, seconded by the Honourable Senator Day, for the second reading of Bill C-316, An Act to amend the Canada Revenue Agency Act (organ donors).—(*Honourable Senator Ringuette*)

No. 3. (six)

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Galvez, seconded by the Honourable Senator Klyne, for the second reading of Bill C-326, An Act to amend the Department of Health Act (drinking water guidelines).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 4. (two)

November 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Omidvar, seconded by the Honourable Senator Gold, for the second reading of Bill C-344, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (community benefit).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 5. (two)

October 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator Mégie, for the second reading of Bill C-354, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood).—(*Honourable Senator Mercer*)

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Deuxième lecture

N° 1. (deux)

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-262, Loi visant à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 2. (trois)

Le 30 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Mercer, appuyée par l'honorable sénateur Day, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-316, Loi modifiant la Loi sur l'Agence du revenu du Canada (donneurs d'organes).—(*L'honorable sénatrice Ringuette*)

N° 3. (six)

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Galvez, appuyée par l'honorable sénateur Klyne, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-326, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé (lignes directrices relatives à l'eau potable).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 4. (deux)

Le 1^{er} novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Omidvar, appuyée par l'honorable sénateur Gold, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-344, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 5. (deux)

Le 18 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Griffin, appuyée par l'honorable sénatrice Mégie, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-354, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois).—(*L'honorable sénateur Mercer*)

No. 6. (seven)

April 2, 2019—Second reading of Bill C-369, An Act to amend the Bills of Exchange Act, the Interpretation Act and the Canada Labour Code (National Day for Truth and Reconciliation).—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

No. 7. (seven)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-374, An Act to amend the Historic Sites and Monuments Act (composition of the Board).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 8. (four)

April 30, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Lankin, P.C., seconded by the Honourable Senator Bellemare, for the second reading of Bill C-375, An Act to amend the Criminal Code (presentence report).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 9. (eleven)

February 20, 2019—Second reading of Bill C-391, An Act respecting a national strategy for the repatriation of Indigenous human remains and cultural property.—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

No. 10. (seven)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Harder, P.C., seconded by the Honourable Senator Verner, P.C., for the second reading of Bill C-402, An Act to change the name of certain electoral districts.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 11. (four)

April 30, 2019—Second reading of Bill C-417, An Act to amend the Criminal Code (disclosure of information by jurors).—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

N° 6. (sept)

Le 2 avril 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-369, Loi modifiant la Loi sur les lettres de change, la Loi d'interprétation et le Code canadien du travail (Journée nationale de la vérité et de la réconciliation).—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

N° 7. (sept)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-374, Loi modifiant la Loi sur les lieux et monuments historiques (composition de la Commission).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 8. (quatre)

Le 30 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Lankin, C.P., appuyée par l'honorable sénatrice Bellemare, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-375, Loi modifiant le Code criminel (rapport présentenciel).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 9. (onze)

Le 20 février 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-391, Loi concernant une stratégie nationale sur le rapatriement de restes humains et de biens culturels autochtones.—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

N° 10. (sept)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Harder, C.P., appuyée par l'honorable sénatrice Verner, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-402, Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 11. (quatre)

Le 30 avril 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-417, Loi modifiant le Code criminel (divulgence de renseignements par des jurés).—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

Private Bills – Second Reading

 Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Deuxième lecture

 Aucun

Reports of Committees – Other

No. 1. (thirteen)

November 15, 2016—Resuming debate on the consideration of the first report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward*, deposited with the Clerk of the Senate on October 4, 2016.—(Honourable Senator Martin)

No. 5. (seven)

November 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Tannas, seconded by the Honourable Senator Wells, for the adoption of the sixth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Speakership)*, presented in the Senate on October 5, 2016.—(Honourable Senator Greene)

No. 6. (fourteen)

November 22, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Massicotte, seconded by the Honourable Senator Moore for the adoption of the seventh report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Regional interest)*, presented in the Senate on October 18, 2016.—(Honourable Senator Housakos)

No. 7. (three)

February 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Beyak for the adoption of the ninth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Question Period)*, presented in the Senate on October 25, 2016.—(Honourable Senator Housakos)

No. 50. (three)

November 1, 2017—Resuming debate on the consideration of the tenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources, entitled *Decarbonizing Transportation in Canada*, tabled in the Senate on June 22, 2017.—(Honourable Senator Neufeld)

No. 100. (eleven)

October 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Bovey:

That the twenty-fourth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, tabled on Tuesday, October 16, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Finance being identified as minister responsible for responding to the report.—(Honourable Senator Ringuette)

Rapports de comités – Autres

Nº 1. (treize)

Le 15 novembre 2016—Reprise du débat sur l'étude du premier rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant*, déposé auprès du greffier du Sénat le 4 octobre 2016.—(L'honorable sénatrice Martin)

Nº 5. (sept)

Le 2 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tannas, appuyée par l'honorable sénateur Wells, tendant à l'adoption du sixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Présidence)*, présenté au Sénat le 5 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Greene)

Nº 6. (quatorze)

Le 22 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Massicotte, appuyée par l'honorable sénateur Moore tendant à l'adoption du septième rapport (intérimaire), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Intérêt régional)*, présenté au Sénat le 18 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Housakos)

Nº 7. (trois)

Le 28 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénatrice Beyak tendant à l'adoption du neuvième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (période des questions)*, présenté au Sénat le 25 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Housakos)

Nº 50. (trois)

Le 1^{er} novembre 2017—Reprise du débat sur l'étude du dixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, intitulé *La décarbonisation des transports au Canada*, déposé au Sénat le 22 juin 2017.—(L'honorable sénateur Neufeld)

Nº 100. (onze)

Le 25 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénatrice Bovey,

Que le vingt-quatrième rapport du Comité permanent des banques et du commerce, qui a été déposé le mardi 16 octobre 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre des Finances étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport.—(L'honorable sénatrice Ringuette)

No. 101. (eleven)

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Pratte, for the adoption of the twenty-fifth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, entitled *Cyber assault: It should keep you up at night*, deposited with the Clerk of the Senate on October 29, 2018.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 102. (thirteen)

December 5, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Martin for the adoption of the tenth report of the Standing Committee on Rules, Procedures and the Rights of Parliament, entitled *Develop and propose amendments to the Rules of the Senate to establish the Standing Committee on Audit and Oversight*, presented in the Senate on November 29, 2018.—(*Honourable Senator Gold*)

No. 104. (eleven)

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Bovey, for the adoption of the twenty-ninth report (interim) of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, entitled *The collection of financial information by Statistics Canada*, tabled in the Senate on December 11, 2018.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 105. (five)

April 10, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Greene, seconded by the Honourable Senator Campbell:

That the thirteenth report of the Special Senate Committee on Senate Modernization entitled *Reflecting the New Reality of the Senate*, presented in the Senate on December 11, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Democratic Institutions being identified as the minister responsible for responding to the report.

No. 107. (ten)

February 20, 2019—Consideration of the sixteenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Human Rights, entitled *Study on the Human Rights of Federally-Sentenced Persons: The Most Basic Human Right is to be Treated as a Human Being*, tabled in the Senate on February 20, 2019.—(*Honourable Senator Bernard*)

N° 101. (onze)

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à l'adoption du vingt-cinquième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, intitulé *Les cyberattaques : Elles devraient vous empêcher de fermer l'œil*, déposé auprès du greffier du Sénat le 29 octobre 2018.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 102. (treize)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénatrice Martin tendant à l'adoption du dixième rapport du Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement, intitulé *Rédiger et proposer des modifications au Règlement du Sénat pour établir le Comité permanent de l'audit et de la surveillance*, présenté au Sénat le 29 novembre 2018.—(*L'honorable sénateur Gold*)

N° 104. (onze)

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénatrice Bovey, tendant à l'adoption du vingt-neuvième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, intitulé *La collecte des informations financières par Statistique Canada*, déposé au Sénat le 11 décembre 2018.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 105. (cinq)

Le 10 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Greene, appuyée par l'honorable sénateur Campbell,

Que le treizième rapport du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *Refléter la nouvelle réalité du Sénat*, qui a été présenté au Sénat le 11 décembre 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, la ministre des Institutions démocratiques étant désignée ministre chargée de répondre à ce rapport.

N° 107. (dix)

Le 20 février 2019—Étude du seizième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, intitulé *Étude concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel fédéral : le premier des droits fondamentaux est celui d'être traité comme un être humain*, déposé au Sénat le 20 février 2019.—(*L'honorable sénatrice Bernard*)

No. 110. (nine)

February 28, 2019—Consideration of the thirtieth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, entitled *Ten Years After the Financial Crisis: An Update on Systemic Risks*, tabled in the Senate on February 28, 2019.—(Honourable Senator Black (Alberta))

No. 114. (two)

April 30, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Marwah, seconded by the Honourable Senator Day for the adoption of the thirty-eighth report of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration, entitled *Process for recommendation – Clerk of the Senate and Clerk of the Parliaments*, presented in the Senate on March 21, 2019.—(Honourable Senator Saint-Germain)

No. 117. (two)

May 7, 2019—Consideration of the twenty-fourth report (interim) of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade, entitled *Venezuela: An Uncertain Transition*, tabled in the Senate on May 7, 2019.—(Honourable Senator Andreychuk)

Motions**No. 73.** (five)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Runciman:

Whereas the Senate provides representation for groups that are often underrepresented in Parliament, such as Aboriginal peoples, visible minorities and women;

Whereas paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* requires that, in order to be qualified for appointment to and to maintain a place in the Senate, a person must own land with a net worth of at least four thousand dollars in the province for which he or she is appointed;

Whereas a person's personal circumstances or the availability of real property in a particular location may prevent him or her from owning the required property;

Whereas appointment to the Senate should not be restricted to those who own real property of a minimum net worth;

Whereas the existing real property qualification is inconsistent with the democratic values of modern Canadian society and is no longer an appropriate or relevant measure of the fitness of a person to serve in the Senate;

N° 110. (neuf)

Le 28 février 2019—Étude du trentième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, intitulé *Dix ans après la crise financière : le point sur les risques systémiques*, déposé au Sénat le 28 février 2019.—(L'honorable sénateur Black (Alberta))

N° 114. (deux)

Le 30 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Marwah, appuyée par l'honorable sénateur Day tendant à l'adoption du trente-huitième rapport du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, intitulé *Processus de recommandation – Greffier du Sénat et greffier des Parlements*, présenté au Sénat le 21 mars 2019.—(L'honorable sénatrice Saint-Germain)

N° 117. (deux)

Le 7 mai 2019—Étude du vingt-quatrième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, intitulé *Le Venezuela : Une transition incertaine*, déposé au Sénat le 7 mai 2019.—(L'honorable sénatrice Andreychuk)

Motions**N° 73.** (cinq)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Runciman,

Attendu :

que le Sénat défend les intérêts de groupes souvent sous-représentés au Parlement, tels les Autochtones, les minorités visibles et les femmes;

que le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoit qu'une personne doit, pour être nommée au Sénat et y conserver son siège, posséder des terres d'une valeur nette minimale de quatre mille dollars situées dans la province pour laquelle elle est nommée;

qu'il se peut que des circonstances personnelles ou le marché immobilier d'une région donnée empêchent une personne de posséder la propriété requise;

que chacun devrait être admissible à une nomination au Sénat, indépendamment de la valeur nette de ses biens immobiliers;

que la qualification en matière de propriété immobilière n'est pas conforme aux valeurs démocratiques de la société canadienne moderne et qu'elle ne constitue plus une garantie adéquate ou valable de l'aptitude d'une personne à siéger au Sénat;

Whereas, in the case of Quebec, each of the twenty-four Senators representing the province must be appointed for and must have either their real property qualification in or be resident of a specified Electoral Division;

Whereas an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies;

Whereas the Supreme Court of Canada has determined that a full repeal of paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867*, respecting the real property qualification of Senators, would require a resolution of the Quebec National Assembly pursuant to section 43 of the *Constitution Act, 1982*;

Now, therefore, the Senate resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the Schedule hereto.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

1. **(1) Paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* is repealed.**

(2) Section 23 of the Act is amended by replacing the semi-colon at the end of paragraph (5) with a period and by repealing paragraph (6).

2. **The Declaration of Qualification set out in The Fifth Schedule to the Act is replaced by the following:**

I, *A.B.*, do declare and testify that I am by law duly qualified to be appointed a member of the Senate of Canada.

3. **This Amendment may be cited as the *Constitution Amendment, [year of proclamation] (Real property qualification of Senators)*.—(*Honourable Senator Gold*)**

No. 89. (seven)

May 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C.:

That, in order to ensure that legislative reports of Senate committees follow a transparent, comprehensible and non-partisan methodology, the *Rules of the Senate* be amended by replacing rule 12-23(1) by the following:

“Obligation to report bill

12-23. (1) The committee to which a bill has been referred shall report the bill to the Senate. The report shall set out any amendments that the committee is recommending. In

que chacun des vingt-quatre sénateurs du Québec est nommé pour un collège électoral donné et doit remplir la qualification en matière de propriété immobilière dans ce collège électoral ou y résider;

que les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province concernée;

que la Cour suprême du Canada a déclaré que l'abrogation complète du point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* concernant la qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière requiert une résolution de l'Assemblée nationale du Québec conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*,

Le Sénat a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

ANNEXE

MODIFICATION À LA CONSTITUTION DU CANADA

1. **(1) Le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé.**

(2) L'article 23 de la même loi est modifié par remplacement du point-virgule à la fin du point 5 par un point et par abrogation du point 6.

2. **La Déclaration des qualifications exigées figurant à la cinquième annexe de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

Je, *A.B.*, déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada.

3. **Titre de la présente modification : « *Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière)* ».—(*L'honorable sénateur Gold*)**

N° 89. (sept)

Le 12 mai 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P.,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié, afin que les rapports législatifs des comités du Sénat respectent une méthodologie transparente, intelligible et non-partisane, par substitution de l'article 12-23(1) par ce qui suit :

« Obligation de faire rapport d'un projet de loi

12-23. (1) Le comité saisi d'un projet de loi doit en faire rapport au Sénat; ce rapport fait état de tout amendement

addition, the report shall have appended to it the committee's observations on:

- (a) whether the bill generally conforms with the Constitution of Canada, including:
 - (i) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and
 - (ii) the division of legislative powers between Parliament and the provincial and territorial legislatures;
- (b) whether the bill conforms with treaties and international agreements that Canada has signed or ratified;
- (c) whether the bill unduly impinges on any minority or economically disadvantaged groups;
- (d) whether the bill has any impact on one or more provinces or territories;
- (e) whether the appropriate consultations have been conducted;
- (f) whether the bill contains any obvious drafting errors;
- (g) all amendments moved but not adopted in the committee, including the text of these amendments; and
- (h) any other matter that, in the committee's opinion, should be brought to the attention of the Senate."

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Nancy Ruth, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the following new subsection after proposed subsection (c):

“(d) whether the bill has received substantive gender-based analysis;” and
2. by changing the designation for current proposed subsections (d) to (h) to (e) to (i).

And on the motion of the Honourable Senator Omidvar, seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the motion and the amendment now under debate be referred to the Special Senate Committee on Senate Modernization for consideration and report.—(*Honourable Senator Martin*)

recommandé par le comité et doit inclure en annexe les observations de celui-ci sur les sujets suivants :

- a) la conformité, de manière générale, du projet de loi à la Constitution du Canada, notamment :
 - (i) la *Charte canadienne des droits et libertés*;
 - (ii) le partage des compétences législatives entre le Parlement et les législatures provinciales et territoriales;
- b) la conformité du projet de loi aux traités et accords internationaux signés ou ratifiés par le Canada;
- c) le fait que le projet de loi porte ou non atteinte indûment aux minorités ou aux groupes défavorisés sur le plan économique;
- d) le fait que le projet de loi a des impacts sur des provinces ou territoires;
- e) le fait que les consultations appropriées ont été tenues;
- f) toutes erreurs manifestes de rédaction;
- g) les amendements au projet de loi présentés au comité qui n'ont pas été adoptés par celui-ci, de même que le texte de ces amendements;
- h) toute autre question qui, de l'avis du comité, doit être portée à l'attention du Sénat. »

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénatrice Nancy Ruth, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée par :

1. adjonction du nouveau paragraphe suivant après le paragraphe c) proposé :

« d) le fait que le projet de loi a fait l'objet d'une analyse comparative entre les sexes approfondie; »;
2. modification de la désignation des paragraphes d) à h) proposés à e) à i).

Et sur la motion de l'honorable sénatrice Omidvar, appuyée par l'honorable sénateur Mercer,

Que la motion et l'amendement qui sont présentement en discussion soient renvoyés au Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat pour étude afin d'en faire rapport.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

No. 189. (fourteen)

May 8, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator McCoy:

That the *Rules of the Senate* be amended by:

1. replacing the period at the end of rule 12-7(16) by the following:

“; and

Human Resources

12-7. (17) the Standing Senate Committee on Human Resources, to which may be referred matters relating to human resources generally.”; and

2. updating all cross references in the Rules accordingly.—(*Honourable Senator Dean*)

No. 215. (seven)

June 20, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Dawson, seconded by the Honourable Senator Munson:

That the Senate take note of *Agenda 2030* and the related sustainable development goals adopted by the United Nations on September 25, 2015, and encourage the Government of Canada to take account of them as it drafts legislation and develops policy relating to sustainable development.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the words “Parliament and” after the word “encourage”; and
2. replacing, in the English version, the words “it drafts legislation and develops” by the words “they draft legislation and develop”.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 302. (nine)

February 15, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Marwah:

That the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator until the process undertaken by the Senate Ethics Officer following a request to conduct an inquiry under the *Ethics and Conflict of Interest Code for Senators* in relation to the content of Senator Beyak’s website and her obligations under the Code is finally disposed of, either by the tabling of the Senate Ethics Officer’s preliminary determination letter or inquiry report, by a report of the Standing Committee on Ethics and Conflict of Interest for Senators, or by a decision of the Senate respecting the matter.

N° 189. (quatorze)

Le 8 mai 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l’honorable sénatrice McCoy,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié :

1. par le remplacement du point à la fin de l’article 12-7(16) par ce qui suit :

« ;

Ressources humaines

12-7. (17) le Comité sénatorial permanent des ressources humaines, qui peut être saisi de toute question concernant les ressources humaines en général. » ;

2. par la mise à jour en conséquence de tous les renvois dans le Règlement.—(*L’honorable sénateur Dean*)

N° 215. (sept)

Le 20 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Dawson, appuyée par l’honorable sénateur Munson,

Que le Sénat prenne note du *Programme à l’horizon 2030* et des objectifs de développement durable connexes adoptés par l’Organisation des Nations Unies le 25 septembre 2015 et encourage le gouvernement du Canada à en tenir compte dans l’élaboration des lois et l’établissement de politiques en matière de développement durable.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénatrice Petitclerc,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par adjonction des mots « le Parlement et » après le mot « encourage ».—(*L’honorable sénatrice Martin*)

N° 302. (neuf)

Le 15 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Pate, appuyée par l’honorable sénateur Marwah,

Qu’il soit donné instruction à l’administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l’honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière jusqu’à ce que le processus mené par le conseiller sénatorial en éthique à la suite d’une demande d’enquête présentée en vertu du *Code régissant l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs* portant sur le contenu du site Web de la sénatrice Beyak et sur ses obligations au titre du Code soit conclu, que ce soit par suite du dépôt de la lettre de détermination préliminaire ou du rapport d’enquête du conseiller sénatorial en éthique, de la présentation d’un rapport du Comité permanent sur l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs ou d’une décision du Sénat sur la question.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the motion be not now adopted, but that it be amended:

1. by deleting the words “the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator”; and
2. by adding the following after the word “matter”:

“, the Senate administration be instructed:

- (a) to remove the 103 letters of support dated March 8, 2017, to October 4, 2017, from the website of Senator Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) and any other website housed by a Senate server; and
- (b) not to provide support, including technical support and the reimbursement of expenses, for any website of the senator that contains or links to any of the said letters of support.—(*Honourable Senator McPhedran*)

No. 310. (four)

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Tannas:

That the Senate encourage the Government of Canada to work with the Government of Newfoundland and Labrador, the only province whose major population centres are not physically linked to the mainland of Canada, to evaluate the possibility of building a tunnel connecting the Island of Newfoundland to Labrador and the Quebec North Shore, in an effort to facilitate greater economic development in Canada’s Northeast, and to further strengthen national unity, including the possibility of using funding from the infrastructure program for this work; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the above.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 325. (seven)

April 26, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator McCallum, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the Senate call on the Canadian Conference of Catholic Bishops to:

- (a) invite Pope Francis to Canada to apologize on behalf of the Catholic Church to Indigenous people for the church’s role in the residential school system, as outlined in Call to Action 58 of the Truth and Reconciliation Commission report;

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Pratte, appuyée par l’honorable sénatrice Coyle,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée :

1. par substitution des mots « Qu’il soit donné instruction à l’administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l’honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière » par le mot « Que, »;
2. par adjonction, immédiatement après le mot « question » de ce qui suit :

« , instruction soit donnée à l’administration du Sénat de :

- a) retirer les 103 lettres de soutien datées du 8 mars 2017 au 4 octobre 2017 du site Web de la sénatrice Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) et de tout autre site Web hébergé par un serveur du Sénat;
- b) ne pas fournir de soutien, y compris le soutien technique et le remboursement des dépenses, pour tout site Web de la sénatrice qui contient une ou plusieurs de ces lettres d’appui ou qui contient un lien vers une ou plusieurs de ces lettres ».—(*L’honorable sénatrice McPhedran*)

N° 310. (quatre)

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Doyle, appuyée par l’honorable sénateur Tannas,

Que le Sénat encourage le gouvernement du Canada à travailler avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, la seule province dont les centres de population majeurs ne sont pas physiquement liés à la partie continentale du Canada, pour évaluer la possibilité de construire un tunnel pour relier l’île de Terre-Neuve au Labrador et à la Côte-Nord du Québec, dans le but de favoriser un plus grand développement économique dans le nord-est du Canada et de renforcer davantage l’unité nationale, y compris la possibilité de recourir aux fonds du programme d’infrastructure pour ce travail;

Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer de ce qui précède.—(*L’honorable sénatrice Omidvar*)

N° 325. (sept)

Le 26 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice McCallum, appuyée par l’honorable sénatrice Coyle,

Que le Sénat demande à la Conférence des évêques catholiques du Canada :

- a) d’inviter le pape François à venir au Canada afin de présenter des excuses aux Autochtones, au nom de l’Église catholique, comme le prévoit l’appel à l’action n° 58 dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, pour le rôle joué par cette église dans le système des pensionnats autochtones;

- (b) to respect its moral obligation and the spirit of the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement and resume the best efforts to raise the full amount of the agreed upon funds; and
- (c) to make a consistent and sustained effort to turn over the relevant documents when called upon by survivors of residential schools, their families, and scholars working to understand the full scope of the horrors of the residential school system in the interest of truth and reconciliation.—*(Honourable Senator Pate)*

No. 357. (one)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Smith:

That, in light of the Government of Canada's recent significant shift in its foreign policy relating to Iran, which does not reflect the Senate's recent decision to reject the principles of Bill S-219, An Act to deter Iran-sponsored terrorism, incitement to hatred, and human rights violations, including an annual report of Iranian human rights violations, the Senate now:

- (a) strongly condemn the current regime in Iran for its ongoing sponsorship of terrorism around the world, including instigating violent attacks on the Gaza border;
- (b) condemn the recent statements made by Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei calling for genocide against the Jewish people;
- (c) call on the government to:
- (i) abandon its current plan and immediately cease any and all negotiations or discussions with the Islamic Republic of Iran to restore diplomatic relations;
- (ii) demand that the Iranian Regime immediately release all Canadians and Canadian permanent residents who are currently detained in Iran, including Maryam Mombeini, the widow of Professor Kavous Sayed-Emami, and Saeed Malekpour, who has been imprisoned since 2008; and
- (iii) immediately designate the Islamic Revolutionary Guard Corps as a listed terrorist entity under the *Criminal Code* of Canada; and
- (d) stand with the people of Iran and recognize that they, like all people, have a fundamental right to freedom of conscience and religion, freedom of thought, belief, opinion, and expression, including freedom of the press and other forms of communication, freedom of peaceful assembly, and freedom of association.—*(Honourable Senator Tkachuk)*

- b) de respecter son obligation morale ainsi que l'esprit de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 et de recommencer à faire tout son possible pour recueillir la somme convenue;
- c) de faire constamment des efforts pour remettre les documents demandés aux survivants des pensionnats, à leur famille et aux spécialistes qui s'efforcent de comprendre pleinement l'horreur du système de pensionnats, afin de favoriser la recherche de la vérité et la réconciliation.—*(L'honorable sénatrice Pate)*

N° 357. (un)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénateur Smith,

Que, à la lumière du changement considérable que le gouvernement du Canada a récemment adopté à l'égard de sa politique étrangère concernant l'Iran, lequel changement ne reflète pas la récente décision du Sénat de rejeter les principes du projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l'Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l'incitation à la haine et des violations des droits de la personne, qui prévoyait notamment l'établissement d'un rapport annuel sur les violations des droits de la personne commis par l'Iran, le Sénat :

- a) condamne fermement le régime iranien actuel parce qu'il continue de commanditer le terrorisme dans le monde entier et notamment de fomenter des attaques violentes à la frontière de Gaza;
- b) condamne les récentes déclarations du chef suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, appelant au génocide contre le peuple juif;
- c) demande au gouvernement :
- (i) d'abandonner son plan actuel et de cesser immédiatement toute négociation ou discussion avec la République islamique d'Iran en vue du rétablissement des relations diplomatiques;
- (ii) d'exiger que le régime iranien libère immédiatement tous les Canadiens et les résidents permanents du Canada qui sont actuellement en détention en Iran, dont Maryam Mombeini, veuve du professeur Kavous Sayed-Emami, et Saeed Malekpour, qui est emprisonné depuis 2008;
- (iii) d'inscrire immédiatement la Brigade des Gardiens de la révolution islamique dans la liste des entités terroristes établie en vertu du *Code criminel* du Canada;
- (d) se tient solidaire du peuple iranien et reconnaît que, comme tous les autres peuples, il a un droit fondamental à la liberté de conscience et de religion, à la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de presse et d'autres formes de communication, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.—*(L'honorable sénateur Tkachuk)*

No. 358. (two)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the Senate urge the government to initiate consultations with the provinces, territories, Indigenous people, and other interested groups to develop an adequately funded national cost-shared universal nutrition program with the goal of ensuring healthy children and youth who, to that end, are educated in issues relating to nutrition and provided with a nutritious meal daily in a program with appropriate safeguards to ensure the independent oversight of food procurement, nutrition standards, and governance.—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 371. (two)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Brazeau, seconded by the Honourable Senator Deacon (*Ontario*):

That the Senate urge the Government of Canada and the RCMP to address the issue of fraudulent “native” individuals and organizations selling fraudulent membership or status cards, a practice that is detrimental to the Indigenous peoples of Canada.—(*Honourable Senator McCallum*)

No. 407. (fifteen)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Smith:

That the Standing Senate Committee on National Finance be authorized to examine and report on issues related to public assistance provided to multinational companies by the Government of Canada, including the 350 million dollar loan provided to Bombardier Inc. in 2008 and the 373 million dollars loaned to Bombardier Inc. in 2017, taking particular account of, but not limited to, the overall value of such investment on behalf of Canadians; and

That the committee submit its final report to the Senate no later than April 2, 2019, and that the committee retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.—(*Honourable Senator Gold*)

No. 410. (eleven)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Miville-Dechéne, seconded by the Honourable Senator Klyne:

That the Senate, in light of the decisions made by the Government of Ontario with respect to the Office of the French Language Services Commissioner and the Université de l’Ontario français:

1. reaffirm the importance of both official languages as the foundation of our federation;

N° 358. (deux)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l’honorable sénateur Mercer,

Que le Sénat encourage le gouvernement à entamer des consultations auprès des provinces, des territoires, des peuples autochtones et d’autres groupes intéressés afin d’élaborer un programme national et universel de nutrition adéquatement financé et à frais partagés, qui vise à garder les enfants et les jeunes en santé en leur enseignant des principes de nutrition et en leur fournissant un repas nutritif quotidiennement dans le cadre d’un programme assorti de mécanismes adéquats pour assurer une supervision indépendante de l’approvisionnement alimentaire, le respect des normes nutritionnelles et la gouvernance.—(*L’honorable sénateur Housakos*)

N° 371. (deux)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Brazeau, appuyée par l’honorable sénatrice Deacon (*Ontario*),

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada et la GRC à aborder la problématique d’individus et d’organisations frauduleux « autochtones » qui vendent des cartes frauduleuses de membre ou de statut, une pratique nuisible aux peuples autochtones du Canada.—(*L’honorable sénatrice McCallum*)

N° 407. (quinze)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Housakos, appuyée par l’honorable sénateur Smith,

Que le Comité sénatorial permanent des finances nationales soit autorisé à étudier, pour en faire rapport, les questions reliées à l’aide publique fournie par le gouvernement du Canada aux sociétés multinationales, entre autres aux 350 millions de dollars prêtés en 2008 à Bombardier Inc. et aux 373 millions de dollars prêtés en 2017 à Bombardier Inc., portant une attention particulière à la rentabilité de ces investissements dans l’intérêt des Canadiens, mais sans s’y limiter;

Que le comité dépose son rapport final au Sénat au plus tard le 2 avril 2019 et qu’il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.—(*L’honorable sénateur Gold*)

N° 410. (onze)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Miville-Dechéne, appuyée par l’honorable sénateur Klyne,

Que le Sénat, compte tenu des décisions prises par le gouvernement de l’Ontario en ce qui a trait au Commissariat aux services en français et à l’Université de l’Ontario français :

1. réaffirme l’importance des deux langues officielles comme fondement de notre fédération;

2. remind the Government of Canada of its responsibility to defend and promote language rights, as expressed in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Official Languages Act*; and
3. urge the Government of Canada to take all necessary measures, within its jurisdiction, to ensure the vitality and development of official language minority communities.

No. 439. (seven)

March 18, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Christmas, seconded by the Honourable Senator Griffin:

That the Senate call on the government to raise awareness of the magnitude of modern day slavery in Canada and abroad and to take steps to combat human trafficking, and

That the Senate also urge the government to designate the 22nd day of February each year as National Human Trafficking Awareness Day, to coincide with the anniversary of the unanimous declaration of the House of Commons on February 22, 2007, to condemn all forms of human trafficking and slavery.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 468.

May 14, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ngo, seconded by the Honourable Senator Ataullahjan:

That the Senate urge the Government of Canada to actively support the genuine autonomy of Tibet and, consequently, to also call for the People's Republic of China to:

- (a) renew the Sino-Tibetan dialogue in good faith and based on the Middle Way Approach;
- (b) respect the linguistics rights, freedom of movement, thought, conscience and religion of the people in Tibet;
- (c) free all Tibetan political prisoners, and cease all arbitrary detention of dissidents; and
- (d) grant Canada reciprocal diplomatic access to Tibet without limitations;

That the Senate also urge the Government of Canada to acknowledge the Dalai Lama's appointment of Gedhun Choekyi Nyima as the official eleventh Panchen Lama; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint it with the foregoing.—(*Honourable Senator Day*)

2. rappelle au gouvernement du Canada sa responsabilité de défendre et de promouvoir les droits linguistiques, tels qu'exprimés dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Loi sur les langues officielles*;
3. exhorte le gouvernement du Canada à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à ses compétences, pour assurer l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

N° 439. (sept)

Le 18 mars 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Christmas, appuyée par l'honorable sénatrice Griffin,

Que le Sénat demande au gouvernement de sensibiliser la population à l'ampleur de l'esclavage des temps modernes au Canada et à l'étranger et à prendre des mesures pour combattre la traite de personnes;

Que le Sénat demande également au gouvernement de désigner le 22^e jour de février de chaque année la Journée nationale de sensibilisation à la traite de personnes, pour coïncider avec l'anniversaire de la déclaration unanime de la Chambre des communes adoptée le 22 février 2007 de condamner la traite de personnes et l'esclavage sous toutes ses formes.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 468.

Le 14 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Ngo, appuyée par l'honorable sénatrice Ataullahjan,

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada à soutenir activement l'autonomie véritable du Tibet et, par conséquent, à également faire appel à la République populaire de Chine pour :

- a) renouveler le dialogue sino-tibétain de bonne foi et sur la base de l'approche de la voie du milieu;
- b) respecter les droits linguistiques, la liberté de déplacement, de pensée, de conscience et de religion du peuple tibétain;
- c) libérer tous les prisonniers politiques tibétains et cesser toute détention arbitraire de dissidents;
- d) accorder au Canada un accès diplomatique réciproque sans restriction au Tibet;

Que le Sénat exhorte également le gouvernement du Canada à reconnaître la nomination de Gedhun Choekyi Nyima par le dalaï-lama à titre de onzième panchen-lama officiel;

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.—(*L'honorable sénateur Day*)

No. 470. (one)

April 2, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Plett, seconded by the Honourable Senator Wells:

That the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized to examine and report on the serious and disturbing allegations that persons in the Office of the Prime Minister attempted to exert pressure on the former Minister of Justice and Attorney General of Canada, the Honourable Jody Wilson-Raybould, P.C., M.P., and to interfere with her independence, thereby potentially undermining the integrity of the administration of justice;

That, as part of this study, and without limiting the committee's right to invite other witnesses as it may decide, the committee invite the Honourable Jody Wilson-Raybould, P.C., M.P.;

That the committee submit its final report no later than June 15, 2019; and

That the committee retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after tabling the final report.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Woo:

That the motion be not now adopted, but that it be amended:

1. by replacing the words "report on the serious" by the words "report on the role of political staff in the Office of the Prime Minister in their interactions with parliamentarians, ministers and Attorneys general, including the serious"; and
2. by adding the following new paragraph after the words "Jody Wilson-Raybould, P.C., M.P.,":

"That, as part of this study, and without limiting the committee's right to invite other witnesses as it may decide, the committee invite the following witnesses with potential experience in past matters of alleged political interference, direction and pressure on parliamentarians and their work in the Office of the Prime Minister:

Nigel Wright, former Chief of Staff to the Prime Minister;

Benjamin Perrin, former Special Adviser and Legal Counsel to the Prime Minister;

Ray Novak, former Chief of Staff to the Prime Minister;

The Honourable Senator David Tkachuk;

The Honourable Marjory LeBreton, P.C., former senator;

The Honourable Irving Russell Gerstein, former senator; and

The Right Honourable Stephen Harper, P.C., former Prime Minister of Canada;".—(*Honourable Senator Wells*)

N° 470. (un)

Le 2 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Plett, appuyée par l'honorable sénateur Wells,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, les allégations graves et troublantes voulant que des personnes au sein du cabinet du premier ministre aient tenté de faire pression sur l'ancienne ministre de la Justice et procureure générale du Canada, l'honorable Jody Wilson-Raybould, C.P., députée, et d'entraver son indépendance, pouvant ainsi porter atteinte à l'intégrité de l'administration de la justice;

Que, dans le cadre de cette étude, et sans limiter le droit du comité d'inviter d'autres témoins s'il le juge opportun, le comité invite l'honorable Jody Wilson-Raybould, C.P., députée;

Que le comité soumette son rapport final au plus tard le 15 juin 2019;

Que le comité conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénateur Woo,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée :

1. par adjonction, après les mots « afin d'en faire rapport, », des mots « le rôle du personnel politique au sein du cabinet du premier ministre relativement à leurs interactions avec les parlementaires, les ministres et le procureur-général, y compris »;
2. par adjonction, après les mots « Jody Wilson-Raybould, C.P. députée; », du nouveau paragraphe suivant :

« Que, dans le cadre de cette étude, et sans limiter le droit du comité d'inviter d'autres témoins s'il le juge opportun, le comité invite les témoins suivants qui ont potentiellement de l'expérience en ce qui concerne des cas antérieurs d'allégations d'ingérence politique, de direction et d'exercice de pression sur les parlementaires et leur travail au sein du cabinet du premier ministre :

Nigel Wright, ancien chef de cabinet du premier ministre;

Benjamin Perrin, ancien conseiller principal et conseiller juridique du premier ministre;

Ray Novak, ancien chef de cabinet du premier ministre;

L'honorable sénateur David Tkachuk;

L'honorable Marjory LeBreton, C.P., ancienne sénatrice;

L'honorable Irving Russell Gerstein, ancien sénateur;

Le très honorable Stephen Harper, C.P., ancien premier ministre du Canada; ».—(*L'honorable sénateur Wells*)

No. 474.

April 4, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Marwah:

That a Special Committee on Prosecutorial Independence be appointed to examine and report on the independence of the Public Prosecution Service of Canada and of the Attorney General of Canada;

That the committee be composed of six senators from the Independent Senators Group, three Conservative senators and one Independent Liberal senator, to be nominated by the Committee of Selection, and that four members constitute a quorum;

That the committee examine and report on the separation of the functions of the Minister of Justice and those of the Attorney General of Canada, and on other initiatives that promote the integrity of the administration of justice;

That the committee also examine and report on remediation agreements as provided by PART XXII.1 of the *Criminal Code*, in particular, the appropriate interpretation of the national economic interest mentioned in subsection 715.32(3) of the *Criminal Code*;

That the committee have the power to send for persons, papers and records; to examine witnesses; and to publish such papers and evidence from day to day as may be ordered by the committee;

That, notwithstanding rule 12-18(1), the committee be authorized to meet even though the Senate may then be sitting;

That, notwithstanding rule 12-18(2)(b)(i), the committee have the power to meet from Monday to Friday, even though the Senate may then be adjourned for a period exceeding one week; and

That the committee be empowered to report from time to time and submit its final report no later than June 1, 2019, and retain all powers necessary to publicize its findings until 30 days after the tabling of the final report.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Plett, seconded by the Honourable Senator Wells:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. Replacing the words “a Special Committee on Prosecutorial Independence be appointed” with the words “the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized”;
2. Deleting the paragraph beginning with the words “That the committee be composed of six senators”;
3. Deleting the paragraph beginning with the words “That the committee have the power to send for persons”; and
4. Deleting the words “be empowered to report from time to time and”.—(*Honourable Senator Omidvar*)

N° 474.

Le 4 avril 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Pratte, appuyée par l'honorable sénateur Marwah,

Qu'un Comité spécial sur l'indépendance des poursuites judiciaires soit formé pour examiner et faire rapport sur l'indépendance du Service des poursuites pénales du Canada et du procureur général du Canada;

Que le comité soit composé de six sénateurs du Groupe des sénateurs indépendants, de trois sénateurs conservateurs et d'un sénateur indépendant libéral, désignés par le Comité de sélection, et que le quorum soit constitué de quatre membres;

Que le comité examine et fasse rapport sur la séparation des fonctions du ministre de la Justice et de celles du procureur général du Canada, et sur d'autres initiatives visant à promouvoir l'intégrité de l'administration de la justice;

Que, de plus, le comité examine et fasse rapport sur les accords de réparation, tel que le prévoit la PARTIE XXII.1 du *Code criminel*, en particulier, l'interprétation appropriée des considérations d'intérêt économique national mentionnées au paragraphe 715.32(3) du *Code criminel*;

Que le comité soit habilité à convoquer des personnes, à obtenir des documents et des dossiers, à interroger des témoins et à faire publier au jour le jour les documents et témoignages dont il peut ordonner la publication;

Que, nonobstant l'article 12-18(1) du Règlement, le comité soit autorisé à se réunir même si le Sénat siège à ce moment-là;

Que, nonobstant l'article 12-18(2)(b)(i) du Règlement, le comité soit habilité à se réunir du lundi au vendredi, même si le Sénat est alors ajourné pour une période de plus d'une semaine;

Que le comité soit habilité à faire rapport de temps à autre et présente son rapport final au plus tard le 1^{er} juin 2019, et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 30 jours suivant le dépôt du rapport final.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénateur Plett, appuyée par l'honorable sénateur Wells,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée par :

1. Substitution des mots « Qu'un Comité spécial sur l'indépendance des poursuites judiciaires soit formé pour examiner et » par les mots « Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à examiner pour en »;
2. Suppression du paragraphe qui commence avec les mots « Que le comité soit composé de six sénateurs »;
3. Suppression du paragraphe qui commence avec les mots « Que le comité soit habilité à convoquer des personnes »;
4. Suppression des mots « soit habilité à faire rapport de temps à autre et ».—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

No. 476.

April 11, 2019—Resuming debate on the motion, as amended, of the Honourable Senator McPhedran, seconded by the Honourable Senator Bellemare:

That the Senate urge the Government of Canada without further delay to invoke the Genocide Convention and specifically to engage with like-minded States to pursue the matter before the International Court of Justice in order to hold Myanmar to its obligations and to seek provisional measures and ultimately reparations for the Rohingya people;

That the Senate urge Canada to exert pressure on Myanmar to allow for unobstructed access to Rakhine State by independent monitors in order to investigate the international crimes committed and to afford protection to remaining Rohingya;

That the Senate urge the Government of Canada to continue to assist the Government of Bangladesh through multilateral aid in addressing the humanitarian needs of the Rohingya refugees, with particular focus on the needs of women and children, including education; and

That a message be sent to the House of Commons requesting that house to unite with the Senate for the above purpose.—*(Honourable Senator Martin)*

No. 478.

May 14, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Martin:

That, in light of Global Affairs Canada's provision of international aid to groups that do not align with Canadian values and stated Canadian policy, the Senate now:

- (a) recall Prime Minister Trudeau's numerous condemnations of boycott, divestment, and sanctions (BDS) campaigns against Israel, including his reference to them as a "new form of anti-Semitism";
- (b) recall the 2016 motion in the House of Commons, supported by the Liberal and Conservative parties alike, to "condemn any and all attempts by Canadian organizations, groups or individuals to promote the BDS movement, both here at home and abroad";
- (c) recall that Global Affairs Canada has recognized the International Holocaust Remembrance Alliance's (IHRA) definition of antisemitism, which identifies "double standards", denials of the Jewish right to self-determination, and therefore BDS campaigns as anti-Semitic;
- (d) recall that Canada's *Official Development Assistance Accountability Act* is meant to ensure that "all Canadian official development assistance is focused on poverty

N° 476.

Le 11 avril 2019—Reprise du débat sur la motion, telle que modifiée, de l'honorable sénatrice McPhedran, appuyée par l'honorable sénatrice Bellemare,

Que le Sénat demande sans plus tarder au gouvernement du Canada d'invoquer la Convention sur le génocide et de mobiliser en particulier les États animés des mêmes valeurs afin de porter l'affaire devant la Cour internationale de Justice pour obliger le Myanmar à respecter ses obligations et à trouver des solutions qui, à terme, permettront de réparer les torts causés au peuple rohingya;

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada d'exercer des pressions sur le Myanmar pour permettre aux observateurs indépendants d'accéder librement à l'État de Rakhine afin d'enquêter sur les crimes internationaux commis et assurer la protection des citoyens rohingyas qui s'y trouvent toujours;

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada à maintenir son aide au gouvernement du Bangladesh dans le cadre de l'aide multilatérale pour répondre aux besoins en matière d'aide humanitaire des réfugiés rohingyas, plus particulièrement les femmes et les enfants, notamment en ce qui concerne l'éducation;

Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour lui demander de s'unir au Sénat dans ce but.—*(L'honorable sénatrice Martin)*

N° 478.

Le 14 mai 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénatrice Martin,

Que, à la lumière de l'octroi par Affaires mondiales Canada d'une aide internationale à des groupes qui ne se conforment pas aux valeurs canadiennes et à la politique canadienne déclarée, le Sénat :

- a) rappelle les nombreuses condamnations formulées par le premier ministre Trudeau des campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël, qu'il a notamment qualifiées de « nouvelle forme d'antisémitisme »;
- b) rappelle la motion de 2016 à la Chambre des communes, appuyée par les partis libéral et conservateur, visant à « condamner toute tentative de la part d'organismes, de groupes ou de particuliers du Canada de promouvoir le mouvement BDS, ici et à l'étranger »;
- c) rappelle qu'Affaires mondiales Canada a reconnu la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH) selon laquelle le « deux poids, deux mesures », le déni du droit des Juifs à l'autodétermination et, par conséquent, les campagnes de BDS, constituent de l'antisémitisme;
- d) rappelle que la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle a pour objet de faire en sorte que toutes les activités canadiennes d'aide au

reduction and is consistent with aid effectiveness principles and Canadian values”;

- (e) recall that Canada’s Feminist International Assistance Policy assures that “our assistance is more responsive, more transparent and more predictable”;
- (f) recall that Canada’s Feminist International Assistance Policy prioritizes “peace and security, by promoting inclusive peace processes and combatting gender-based violence”;
- (g) recall that Global Affairs Canada assures that “For all humanitarian and development assistance funding for Palestinians, Canada exercises enhanced due diligence”; and
- (h) call on the government to:
 - (i) scrutinize all grants provided by Global Affairs Canada to non-governmental organizations, ensuring Canadian aid is not provided to groups that promote hatred, racism, anti-Semitism, and/or BDS campaigns;
 - (ii) freeze \$1 million in funding to the Palestinian organization “Wi’am: Peace and Conflict Transformation Center” — a group that promotes BDS campaigns and anti-Semitic documents;
 - (iii) review the entirety of the \$4.8 million “Women of Courage — Women, Peace and Security” grant to the United Church of Canada (and its KAIROS Canada program), as such groups are partners of Wi’am and also promote BDS and anti-Semitic documents; and
 - (iv) ensure that support for women’s involvement in peace processes is inclusive, and not discriminatory, as support for civil society actors that promote BDS campaigns is antithetical to these objectives.—*(Honourable Senator Omidvar)*

développement officielle soient axées sur la réduction de la pauvreté et exercées d’une manière qui est compatible avec les principes de l’efficacité de l’aide et les valeurs canadiennes;

- e) rappelle que la Politique d’aide internationale féministe du Canada est conçue pour garantir que « notre aide soit plus réactive, plus transparente et plus prévisible »;
- f) rappelle que la Politique d’aide internationale féministe du Canada accorde la priorité à « la paix et la sécurité pour favoriser les processus de paix et lutter contre la violence basée sur le genre »;
- g) rappelle qu’Affaires mondiales Canada affirme qu’« [e]n ce qui a trait à l’ensemble des fonds en matière d’aide humanitaire et de développement destinés aux Palestiniens, le Canada fait preuve de diligence renforcée »;
- h) demande au gouvernement :
 - (i) d’examiner minutieusement toutes les subventions versées par Affaires mondiales Canada à des organisations non gouvernementales pour s’assurer qu’une aide canadienne n’est pas accordée à des groupes qui font la promotion de la haine, du racisme, de l’antisémitisme ou de campagnes de BDS;
 - (ii) (de bloquer l’aide financière de 1 million de dollars à l’organisation palestinienne « Wi’am: Peace and Conflict Transformation Center », un groupe qui fait la promotion de campagnes de BDS et de documents antisémites;
 - (iii) de revoir la totalité de la subvention de 4,8 millions de dollars à « Women of Courage — Women, Peace and Security » accordée à l’Église unie du Canada (et à son programme Kairos Canada), puisque ces groupes sont partenaires de Wi’am et font également la promotion de BDS et de documents antisémites;
 - (iv) de veiller à ce que le soutien à la participation des femmes aux processus de paix soit inclusif et non discriminatoire, puisque le soutien aux acteurs de la société civile qui font la promotion de campagnes de BDS est incompatible avec ces objectifs.—*(L’honorable sénatrice Omidvar)*

Inquiries

No. 12. (four)

May 18, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Seidman, calling the attention of the Senate to its role in the protection of regional and minority representation.—*(Honourable Senator Mercer)*

Interpellations

N° 12. (quatre)

Le 18 mai 2016—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Seidman, attirant l’attention du Sénat sur son rôle de protection dans la représentation des régions et des minorités.—*(L’honorable sénateur Mercer)*

No. 20. (twelve)

February 14, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Tardif, calling the attention of the Senate to regional universities and the important role they play in Canada.—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 26.

May 30, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McPhedran, calling the attention of the Senate to the important opportunity we have to review our principles and procedures with a view to ensuring that the Senate has the strongest most effective policies and mechanisms possible to respond to complaints against senators of sexual or other kinds of harassment.—(*Honourable Senator Moodie*)

No. 36. (nine)

February 27, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the challenges of literacy and essential skills for the 21st century in Canada, the provinces and the territories.—(*Honourable Senator McCallum*)

No. 39. (two)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bernard, calling the attention of the Senate to anti-black racism.—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 40. (six)

March 29, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Poirier, calling the attention of the Senate to the ongoing challenges faced by seasonal workers in New Brunswick.—(*Honourable Senator Hartling*)

No. 47. (seven)

October 2, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wetston, calling the attention of the Senate to beneficial ownership transparency.—(*Honourable Senator Joyal, P.C.*)

No. 52. (ten)

October 2, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McCallum, calling the attention of the Senate to the importance of preserving the Independent Assessment Process (IAP) records of those Indian Residential School survivors who claimed compensation for historic physical and sexual abuse, pursuant to the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement (IRSSA).—(*Honourable Senator Sinclair*)

N° 20. (douze)

Le 14 février 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Tardif, attirant l'attention du Sénat sur les universités régionales et leur importance pour le Canada.—(*L'honorable sénateur Mercer*)

N° 26.

Le 30 mai 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice McPhedran, attirant l'attention du Sénat sur l'importante occasion qui nous est offerte de revoir nos principes et procédures pour que le Sénat ait les politiques et mécanismes les plus solides et les plus efficaces possible pour répondre aux plaintes contre les sénateurs et sénatrices en matière de harcèlement sexuel ou d'autres formes de harcèlement.—(*L'honorable sénatrice Moodie*)

N° 36. (neuf)

Le 27 février 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur les défis de la littératie et des compétences essentielles au XXI^e siècle pour le Canada, les provinces et les territoires.—(*L'honorable sénatrice McCallum*)

N° 39. (deux)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bernard, attirant l'attention du Sénat sur le racisme anti-Noirs.—(*L'honorable sénateur Mercer*)

N° 40. (six)

Le 29 mars 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Poirier, attirant l'attention du Sénat sur les défis continus auxquels font face les travailleurs saisonniers au Nouveau-Brunswick.—(*L'honorable sénatrice Hartling*)

N° 47. (sept)

Le 2 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Wetston, attirant l'attention du Sénat sur la transparence de la propriété effective.—(*L'honorable sénateur Joyal, C.P.*)

N° 52. (dix)

Le 2 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice McCallum, attirant l'attention du Sénat sur l'importance de conserver les dossiers du Processus d'évaluation indépendant (PEI) des survivants des pensionnats indiens qui ont fait une réclamation concernant de l'abus physique et sexuel historiques, conformément à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 (CRRPI).—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

No. 54. (nine)

December 5, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Manning, calling the attention of the Senate to the life of Nevaeh Denine.—(*Honourable Senator Manning*)

No. 55. (nine)

December 5, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Manning, calling the attention of the Senate to Newfoundland and Labrador's contribution to the Armed Forces with reference to the war in Afghanistan.—(*Honourable Senator Manning*)

No. 56. (eleven)

October 4, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Richards, calling the attention of the Senate to the decimation of Atlantic salmon spawning grounds on the Miramichi, Restigouche and their tributaries.—(*Honourable Senator Maltais*)

No. 57. (one)

April 30, 2019—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the need to review the *Bank of Canada Act* and to extend its mandate.—(*Honourable Senator Ringuette*)

No. 58. (two)

April 11, 2019—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Downe, calling the attention of the Senate to:

- (a) The regrettable failure of the Senate, on occasion, to perform its important duty of providing careful review of legislation. Many times over the years, senators have been urged and pressured by members of the government of the day to pass legislation as quickly as possible. However well intentioned, rushing legislation can have a long term negative impact;
- (b) The example of the report last week by the Parliamentary Budget Officer “The cost differential between three regimes of Veterans Benefits”, which once again serves as a reminder of the rapid passage in 2005 of Bill C-45, the legislation enacting the New Veterans Charter which replaced the Pension Act;
- (c) Bill C-45, which passed through both Houses of Parliament with a haste that did not reflect the serious impact of such legislation;
- (d) The fact that having passed the House of Commons in two minutes, so quickly that second reading, committee study and third reading were deemed to have taken place over the space of those two minutes, Bill C-45 came here, where the four hours plus of chamber and committee debate was vastly more study than happened in the other place, but still in no

N° 54. (neuf)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Manning, attirant l'attention du Sénat sur la vie de Nevaeh Denine.—(*L'honorable sénateur Manning*)

N° 55. (neuf)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Manning, attirant l'attention du Sénat sur la contribution de la Terre-Neuve-et-Labrador aux forces armées en ce qui concerne la guerre en Afghanistan.—(*L'honorable sénateur Manning*)

N° 56. (onze)

Le 4 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Richards, attirant l'attention du Sénat sur la décimation des frayères du saumon atlantique sur la Miramichi, la Restigouche et leurs affluents.—(*L'honorable sénateur Maltais*)

N° 57. (un)

Le 30 avril 2019—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur la nécessité de revoir la *Loi de la Banque du Canada* et d'élargir son mandat.—(*L'honorable sénatrice Ringuette*)

N° 58. (deux)

Le 11 avril 2019—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Downe, attirant l'attention du Sénat sur :

- a) L'omission regrettable de la part du Sénat, à l'occasion, d'accomplir son important devoir d'examiner soigneusement les mesures législatives. Maintes fois au fil des ans, des membres du gouvernement en place ont exercé d'intenses pressions sur les sénateurs pour qu'ils adoptent des mesures législatives aussi rapidement que possible. Si bien intentionnée que soit la volonté d'accélérer l'adoption de mesures législatives, elle peut avoir des répercussions néfastes à long terme;
- b) Le rapport de la semaine dernière du directeur parlementaire du budget, « Différence entre les coûts des trois régimes de prestations pour anciens combattants », qui est venu de nouveau nous rappeler l'adoption rapide en 2005 du projet de loi C-45, le texte édictant la Nouvelle Charte des anciens combattants, qui a succédé à la Loi sur les pensions;
- c) Le fait que le projet de loi C-45 a été étudié dans les deux Chambres du Parlement avec une hâte qui ne tenait pas compte de l'impact important de ce texte;
- d) Le fait que, après avoir été adopté par la Chambre des communes en deux minutes, si rapidement que la deuxième lecture, l'étude en comité et la troisième lecture ont été réputées avoir eu lieu en l'espace de ces deux minutes, le projet de loi C-45 a été renvoyé ici, où les quatre heures et quelques de délibération à la chambre et en comité ont

way constituted the sober reflection and analysis that is our duty;

- (e) The fact that the report of the Parliamentary Budget Officer last week demonstrated that the New Veterans Charter did not work as its proponents had promised, and as a result of senators' failure to properly examine Bill C-45, disabled veterans and their families paid, and continue to pay the price. As the Parliamentary Budget Officer says in his report "From the perspective of the veteran, virtually all clients would be better off if they were to receive the benefits of the Pension Act.", which the New Veterans Charter replaced;
- (f) The fact that the Senate was in such a rush to pass the Bill that we referred it for a single meeting to the next committee that was scheduled to sit, not Defence or Veterans' Affairs, but National Finance. And at that meeting, we were warned, but failed to heed the caution voiced by Sean Bruyey, retired Canadian Forces captain and longtime veterans' advocate who testified "We all know that the government wants to be seen as honouring veterans, but that does not necessarily mean that their veteran's charter is free of error... We believe disabled veterans and the CF would rather have it right than have a flawed and unjust charter right now";
- (g) The struggle we constantly face in this chamber, as every minister wants their bill passed, often with a real or imagined deadline looming, whether it be international obligations, public messaging, the summer break, or an election. Regarding the latter, it is worth recalling that the request to pass Bill C-45 quickly was so it would not die on the Order Paper prior to the 2006 Election;
- (h) The lessons of the New Veterans Charter experience - that the Senate's failure to do its job resulted in untold millions of dollars not being paid out to disabled veterans and their families. These were Canadian Forces members injured in the service of Canada;
- (i) The opportunity we had to correct the legislation in 2005, and failed to do our job. Senators must reflect upon their obligation to provide sober second thought and to pass, amend, or reject legislation based solely on its merits; and
- (j) Rather than simply standing and repeating platitudes in the days before Remembrance Day every year, let us work to remember them in our actions rather than empty words.—*(Honourable Senator Housakos)*
- constitué une étude certes beaucoup plus approfondie qu'à l'autre endroit, sans pour autant représenter la mûre réflexion et l'analyse qui sont de notre devoir;
- e) Le fait que le rapport du directeur parlementaire du budget la semaine dernière démontre que la Nouvelle Charte des anciens combattants n'a pas fonctionné comme l'avaient promis ses partisans, et que, les sénateurs ayant omis d'examiner convenablement le projet de loi C-45, les vétérans handicapés et leur famille, en ont payé et continuent d'en payer le prix. Comme l'affirme le directeur parlementaire du budget dans son rapport : « De la perspective des vétérans, il serait plus profitable pour presque tous les clients de recevoir les prestations prévues par la Loi sur les pensions » que la Nouvelle Charte des anciens combattants a remplacée;
- f) Le fait que le Sénat était si pressé d'adopter le projet de loi qu'il l'a renvoyé pour une seule réunion au comité qui devait se réunir en premier, non pas celui de la défense ni des anciens combattants, mais le comité des finances nationales. À cette réunion, nous avons été mis en garde, mais nous n'avons pas su écouter l'avertissement de Sean Bruyey, capitaine à la retraite des Forces canadiennes et défenseur de longue date des vétérans, qui a témoigné ainsi : « Nous savons tous que le gouvernement veut paraître honorer les anciens combattants, mais cela ne veut pas forcément dire que sa charte des anciens combattants est exempte d'erreurs. [...] Nous croyons que les anciens combattants handicapés et les FC préféreraient que la charte soit bonne, plutôt qu'imparfaite et injuste comme elle l'est maintenant. »;
- g) Le fait que c'est toujours le même combat dans cette chambre, car tous les ministres souhaitent faire adopter leur projet de loi dans un délai imminent parfois réel, parfois imaginaire, que ce soient des obligations internationales, des messages publics, le congé estival ou une élection. À ce dernier égard, il convient de se rappeler que la demande d'adopter rapidement le projet de loi C-45 visait à l'empêcher de mourir au Feuilleton avant l'élection de 2006;
- h) Les leçons de l'expérience de la Nouvelle Charte des anciens combattants, le fait que l'omission du Sénat de faire son travail a privé des vétérans handicapés et leur famille de millions de dollars. Il s'agissait de membres des Forces canadiennes blessés en servant le Canada;
- i) L'occasion que nous avons eu de corriger le projet de loi en 2005, et le fait que nous avons manqué à notre devoir. Les sénateurs doivent réfléchir à leur obligation de porter un second regard objectif sur les mesures législatives, et de les adopter, les modifier ou les rejeter uniquement en fonction de leur bien-fondé;
- j) Plutôt que de se lever et de répéter des banalités dans les jours qui précèdent le jour du Souvenir chaque année, tâchons de nous souvenir d'eux par nos actes et non simplement par des paroles creuses.—*(L'honorable sénateur Housakos)*

No. 59.

May 14, 2019—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Downe, calling the attention of the Senate to:

- (a) The importance of the federally-owned Confederation Bridge to the economy and way of life of Prince Edward Island, providing a vital link for commerce, tourism and the necessities of daily life for the people of that province;
- (b) The heavy financial burden imposed by the toll on that Bridge, which amounted to \$35.00 when it was first opened in May of 1997, but now stands at \$47.75, an increase of 36 per cent, surely making the \$3.70 per kilometer drive one of the most costly in Canada;
- (c) The fact that while Prince Edward Islanders are grateful to have Confederation Bridge for the tremendous convenience and reduced transportation time for goods travelling to and from the Island, the reason Islanders initially agreed to a toll was the understanding that large scale federal transportation infrastructure programs required a “user pay” system in the form of tolls, and that was the only way they were going to get a bridge to replace the previous year-round ferry service;
- (d) The change to that longstanding user pay policy when Justin Trudeau promised in the middle of the 2015 election campaign to cancel the toll on the replacement Champlain Bridge — like Confederation Bridge, also federally owned — being built in Montreal if he won;
- (e) The Liberal victory in October of 2015 that resulted in the promised cancellation of the toll. However, keeping that impulsive election promise has pitted region against region and Canadians against Canadians. The feeling among many Prince Edward Islanders is that the federal government has favoured one part of the country by eliminating the toll on one bridge it owns and not on the other, and they wonder why Canadians are being treated differently depending on where they live;
- (f) The repeated government justification for this unequal treatment — that the Champlain Bridge’s status as a “replacement” bridge warrants such inequality — rings hollow among those on the losing end of this disparity, both because the original Champlain Bridge charged a toll for 28 years, until it was paid for, and because the idea that the new Champlain Bridge is a “replacement bridge” is a distinction without a difference. Every bridge is a replacement for what came before, be that an older bridge, a ferry, or an alternate route. The decision to treat “new” and “replacement” bridges differently is every bit as much a political decision as the decision to cancel the toll on the Champlain Bridge;
- (g) The Prime Minister’s statement, when asked in January 2017 about the unfairness of the toll on Confederation Bridge, that he would commit to, in his words “look at what can be done to make sure that people are able to travel freely and openly across this country at modest costs”, is a two year old commitment to Prince Edward Islanders that remains unfulfilled and is a promise unkept;

N° 59.

Le 14 mai 2019—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénateur Downe, attirant l’attention du Sénat sur :

- a) L’importance du pont de la Confédération, de propriété fédérale, dans l’économie et le mode de vie des Prince Édouardiens, en tant que lien vital pour le commerce, le tourisme et le transport des produits de première nécessité;
- b) Le lourd fardeau financier imposé par le péage sur ce pont, de 35 \$ lors de son inauguration en mai 1997 et maintenant de 47,75 \$, soit une augmentation de 36 %, ce qui, à 3,70 \$ le kilomètre, en fait certainement l’un des trajets les plus coûteux au Canada;
- c) Le fait que, même si les Prince Édouardiens se comptent chanceux d’avoir le pont de la Confédération en raison de sa très grande utilité et de l’économie de temps qu’il permet de réaliser durant le transport des biens en direction et en provenance de l’île, les résidents ont au départ accepté un péage parce qu’ils savaient qu’un système « d’utilisateur payeur » sous la forme de péages fait partie intrinsèque des programmes d’infrastructure fédérale de transport à grande échelle et que c’était pour eux la seule façon d’avoir un pont pour remplacer l’ancien service de traversier offert à l’année;
- d) Le changement à la politique de l’utilisateur payeur de longue date lorsque Justin Trudeau a promis, à mi parcours de la campagne électorale de 2015, d’annuler le péage sur le futur pont Champlain — qui, comme le pont de la Confédération, est de propriété fédérale — en construction à Montréal s’il remportait les élections;
- e) La victoire des libéraux en octobre 2015, qui a donné lieu à l’annulation du péage. Garder cette promesse électorale faite sous le coup de l’impulsion crée une rivalité entre les régions et les Canadiens. De nombreux Prince Édouardiens ont le sentiment que le gouvernement fédéral privilégie certaines régions en éliminant le péage sur un pont et pas sur l’autre, et se demandent pourquoi des Canadiens sont traités différemment selon l’endroit où ils vivent;
- f) L’explication que le gouvernement a donnée à maintes reprises — à savoir que le statut de « pont de remplacement » du nouveau pont Champlain justifiait une telle inégalité — est insensée pour les grands perdants dans cette affaire, parce que le pont Champlain a été un pont à péage pendant 28 ans, soit jusqu’à ce qu’il ait été rentabilisé et que l’idée que le nouveau pont Champlain soit un « pont de remplacement » est une distinction sans importance. Chaque pont remplace quelque chose d’autre, qu’il s’agisse d’un ancien pont, d’un traversier ou d’une autre route. La décision de traiter les « nouveaux ponts » différemment des ponts « de remplacement » est autant une décision politique que celle d’annuler le péage sur le pont Champlain;
- g) La déclaration faite en janvier 2017 par le premier ministre lorsqu’il a été questionné sur l’iniquité du péage sur le pont de la Confédération et s’est engagé, selon ses mots, « à examiner des mesures à prendre pour permettre aux gens de se déplacer librement et ouvertement au pays à peu de frais », un engagement aux Prince Édouardiens qui date de deux ans et n’est toujours pas remplie;

(h) Therefore, the Senate Chamber should examine and discuss the strain on the unity of Canada caused by this inconsistency in how our fellow citizens are treated, depending on where they reside in Canada and recommend to the government possible solutions to this problem.—*(Honourable Senator Francis)*

h) Par conséquent, le Sénat doit se pencher sur la pression qu'exerce sur l'unité nationale cette incohérence dans la façon de traiter les Canadiens selon l'endroit où ils vivent au pays, puis recommander au gouvernement des solutions afin de résoudre le problème.—*(L'honorable sénateur Francis)*

No. 61.

May 14, 2019—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Moodie, calling the attention of the Senate to the issue of vaccine hesitancy and corresponding threats to public health in Canada.—*(Honourable Senator Moodie)*

N° 61.

Le 14 mai 2019—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Moodie, attirant l'attention du Sénat sur la réticence face aux vaccins et aux menaces correspondantes pour la santé publique au Canada.—*(L'honorable sénatrice Moodie)*

Other

Nil

Autres Affaires

Aucune

NOTICE PAPER

MOTIONS

No. 423. (eleven)

By the Honourable Senator Frum:

December 5, 2018—That the Senate:

- (a) strongly condemn the current regime in Iran for its ongoing human rights abuses and sponsorship of terrorism around the world, including its vocal and material support aimed at the destruction of the State of Israel;
- (b) condemn the recent statements made by Iran's President, Hassan Rouhani, calling Israel a "cancerous tumor" in the region;
- (c) call on the government to:
 - (i) demand that the Iranian Regime immediately release all Canadians and Canadian permanent residents who are currently detained in Iran, including Maryam Mombeini, the widow of Professor Kavous Sayed-Emami, and Saeed Malekpour, who has been imprisoned since 2008;
 - (ii) immediately designate the Islamic Revolutionary Guard Corps in its entirety as a listed terrorist entity under the Criminal Code of Canada; and
 - (iii) to utilize the *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act* (Sergei Magnitsky Law) to sanction Iranian government regime entities and individuals involved in egregious human rights abuses; and
- (d) stand with the people of Iran and recognize that they, like all people, have a fundamental right to freedom of conscience and religion, freedom of thought, belief, opinion, and expression, including freedom of the press and other forms of communication, freedom of peaceful assembly, and freedom of association.

No. 429. (ten)

By the Honourable Senator Wells:

December 11, 2018—That the Senate call upon Statistics Canada to refrain from accessing, under section 13 of the *Statistics Act*, documents or records of a financial nature maintained in any financial institution or credit reporting agency when such documents or records contain information that makes it possible to identify an individual without that individual's consent.

FEUILLETON DES PRÉAVIS

MOTIONS

N° 423. (onze)

Par l'honorable sénatrice Frum :

Le 5 décembre 2018—Que le Sénat :

- a) condamne fermement le régime iranien actuel à l'égard de son abus continu des droits de la personne et son appui soutenu au terrorisme dans le monde entier, y compris son soutien vocal et matériel visant la destruction de l'État d'Israël;
- b) condamne les récentes déclarations du président de l'Iran, Hassan Rouhani, appelant l'Israël une « tumeur cancéreuse » dans la région;
- c) demande au gouvernement :
 - i) d'exiger que le régime iranien libère immédiatement tous les Canadiens et les résidents permanents du Canada qui sont actuellement en détention en Iran, y compris Maryam Mombeini, veuve du professeur Kavous Sayed-Emami, et Saeed Malekpour, qui est emprisonné depuis 2008;
 - ii) de désigner immédiatement la Brigade des Gardiens de la révolution islamique en entier comme entité terroriste inscrite en vertu du Code criminel du Canada;
 - iii) de se servir de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus* (loi de Sergueï Magnitski) afin de sanctionner les entités et individus du régime gouvernemental iranien impliqués dans des abus des droits de la personne;
- d) se tienne solidaire du peuple iranien et reconnaît que, comme tous les autres peuples, il a un droit fondamental à la liberté de conscience et de religion, à la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de presse et d'autres formes de communication, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

N° 429. (dix)

Par l'honorable sénateur Wells :

Le 11 décembre 2018—Que le Sénat demande à Statistique Canada de s'abstenir d'accéder, au titre de l'article 13 de la *Loi sur la statistique*, aux documents ou aux archives de nature financière qui sont conservés dans une institution financière ou une agence d'évaluation du crédit lorsque ces documents ou ces archives contiennent des renseignements qui permettent d'identifier un particulier sans le consentement de celui-ci.

No. 486. (one)**By the Honourable Senator Manning:**

April 30, 2019—That the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans have the power to meet, in order to continue its study of Bill C-68, An Act to amend the Fisheries Act and other Acts in consequence, on Tuesday, May 7, 2019, from 5 p.m. to 9 p.m., even though the Senate may then be sitting, and that rule 12-18(1) be suspended in relation thereto.

No. 490. (one)**By the Honourable Senator Manning:**

May 7, 2019—That the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans have the power to meet, in order to continue its study of Bill C-68, An Act to amend the Fisheries Act and other Acts in consequence, on Tuesday, May 14, 2019, from 5 p.m. to 9 p.m., even though the Senate may then be sitting, and that rule 12-18(1) be suspended in relation thereto.

N° 486. (un)**Par l'honorable sénateur Manning :**

Le 30 avril 2019—Que le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans soit autorisé à se réunir, afin de poursuivre son étude du projet de loi C-68, Loi modifiant la Loi sur les pêches et d'autres lois en conséquence, le mardi 7 mai 2019, de 17 heures à 21 heures, même si le Sénat siège à ce moment-là, et que l'application de l'article 12-18(1) du Règlement soit suspendue à cet égard.

N° 490. (un)**Par l'honorable sénateur Manning :**

Le 7 mai 2019—Que le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans soit autorisé à se réunir, afin de poursuivre son étude du projet de loi C-68, Loi modifiant la Loi sur les pêches et d'autres lois en conséquence, le mardi 14 mai 2019, de 17 heures à 21 heures, même si le Sénat siège à ce moment-là, et que l'application de l'article 12-18(1) du Règlement soit suspendue à cet égard.

INQUIRIES**No. 60.** (two)**By the Honourable Senator Martin:**

April 10, 2019—That she will call the attention of the Senate to the career of the Honourable Senator Ghislain Maltais.

INTERPELLATIONS**N° 60.** (deux)**Par l'honorable sénatrice Martin :**

Le 10 avril 2019—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur la carrière de l'honorable sénateur Ghislain Maltais.

WRITTEN QUESTIONS

Pursuant to rule 4-10(1), all unanswered questions appear in the printed edition of the Order Paper and Notice Paper of the first sitting day of each week and in the electronic version of the Order Paper and Notice Paper of each sitting day. The electronic version is available at www.parl.gc.ca.

QUESTIONS ÉCRITES

Conformément à l'article 4-10(1) du Règlement, toutes les questions qui n'ont pas encore reçu de réponse figureront dans la version imprimée du Feuilleton et Feuilleton des préavis le premier jour de séance de chaque semaine et dans la version électronique du Feuilleton et Feuilleton des préavis chaque jour de séance. La version électronique est disponible dans le site www.parl.gc.ca.